

# DES ITINÉRAIRES CONTRASTÉS

*Si les structures d'insertion par l'activité économique doivent être nécessairement très plurielles et évolutives dans les emplois et les formes d'accompagnement qu'elles proposent, c'est avant tout en fonction de l'extrême diversité des travailleurs qui y ont recours.*

## FACE AU DÉFICIT DE TRAVAIL ET DE CONFIANCE EN SOI

« Défis 07 » et « Défis 21 » (1) font partie de l'« ensemble d'insertion » Sud-Ardèche Insertion. Les deux structures ont pour vocation la mise à disposition de travailleurs dans les secteurs marchand et non marchand. Un service apprécié par Nathalie et par José en fonction de ce que sont leurs parcours personnels.

Nathalie, trois enfants, inscrite à l'ANPE depuis 1995, a bénéficié d'un congé parental de 4 ans. Elle a été radiée de l'ANPE en août 2001, pour non acceptation des emplois proposés (2). Suite à sa radiation, elle contacte Défis 07 « pour trouver du travail ». Après entretien entre Défis 07 et l'ANPE, celle-ci se rend compte que Nathalie est inscrite comme sans enfant et régularise sa situation en dix jours. Fin 2001, elle travaille ponctuellement via Défis 07 : plonge dans un restaurant, ménages chez un particulier, puis commence un CES en janvier 2002 dans la restauration, jusqu'en janvier 2003. A partir de septembre 2002, elle va débiter la préparation d'un BEP Sanitaire et Social par correspondance.

José, de son côté, est originaire de Bourg-Saint-Andéol où il a effectué quelques travaux (magasinier...), avant « de monter » dans la région parisienne de 1981 à 1995 : là, des périodes de travail alternent avec de longues périodes de chômage et de « galère » (3). En 1995 « il pète les boulons », et revient à Bourg, où il travaille en tant que saisonnier à la coopérative agricole, de 1996 à 2000 environ, entre des périodes de chômage. Après son inscription à Défis 07, il effectue des missions ponctuelles (4). Depuis juillet 2001, il est contractuel au service des espaces verts de la mairie de Bourg : des CDD renouvelés périodiquement.

Par eux deux, l'ETTI est perçue comme une structure de recherche d'emploi se démarquant très nettement de l'ANPE, notamment par la personnalisation du contact. « A l'ANPE, on a l'impression d'être dans un supermarché au rayon fromages. Il faut un ticket pour passer. Les interlocuteurs changent et on n'a pas les mêmes informations », relève Nathalie.

La SIAE est vecteur de relations sociales et non seulement de recherche d'emploi ; un lieu où « l'on vient discuter ou chercher un renseignement même si on a un travail ». « A Défis, je tutoie le directeur. Je reviens pour dire bonjour... », précise José.

(1) Respectivement association intermédiaire, et entreprise de travail temporaire d'insertion.

(2) Toujours des plein-temps alors qu'elle souhaitait, au regard de sa situation familiale, travailler à temps partiel. Pendant ses périodes de chômage, elle a travaillé en intérim.

(3) Cuisinier dans des restaurants, puis pendant trois ans cuisinier dans une clinique.

(4) Croque-mort auprès de sociétés de pompes funèbres privées, jardinier auprès de particuliers, cuisinier dans un lycée, manoeuvre-maçon, « homme à tout faire » dans une maison de retraite...



La personnalisation du suivi et de l'accompagnement est fortement appréciée et joue un rôle moteur dans leur motivation. Défis 07 est particulièrement attentif : « ils savaient que je n'avais pas de permis... et leurs offres d'emploi tenaient compte de cette restriction », confie José. La régularisation rapide de la situation de Nathalie au regard de l'ANPE l'a non seulement surprise (« c'est pas tout le monde qui aurait fait ça ») mais lui a aussi permis de démêler l'écheveau d'une situation administrative et financière qui la réduisait à l'immobilisme et à la « galère » : le sentiment de ne plus être seule avec le fardeau du chômage est très fort.

C'est également avec les employeurs que des relations constructives ont pu se nouer. La médiation opérée entre la SIAE et les employeurs y est favorable : « On nous laisse les clés, on m'a payé le café, on a discuté cinq minutes ; c'est beaucoup moins froid », raconte Nathalie.

Quant au type d'emploi exercé, ils ne s'en sentent pas dévalorisés. Leur passage par Défis 21 et Défis 07 est perçu comme une étape utile, et une issue par rapport à leur situation antérieure : « il faut reconnaître qu'on a besoin d'aide. » « Quand on touche le RMI, on n'est pas plus bas que quelqu'un qui touche un salaire », estime Nathalie ; « Sans travail, on est énervé, on se sent diminué, poursuit José. « Je préfère gagner 6 000 F en train de balayer les rues, plutôt que 2 500 F avec le RMI à rien faire ».

Cette reconnaissance sociale est d'autant plus importante que le travail de José est visible : « les touristes prennent des photos des fleurs : je suis content, c'est agréable, ça encourage (5) ».

Le passage par cette structure est appréhendé comme un tremplin pouvant donner un nouvel élan. Rien n'est automatique, mais une certaine confiance est restaurée.

**Betty Nguyen\***

\* *Chargée d'études à  
Economie & Humanisme*

## L'ESPACE D'UNE RUPTURE

Tout autres sont les parcours, et les attentes, de Nadia et Roxana, toutes deux employées par l'atelier Malesherbes à Lyon. Ce centre AAVA (6) appartient à l'Amicale du Nid, fondée en 1946 (7). Le public concerné provient d'horizons multiples : Europe Centrale, Orientale, Pays Baltes, Balkans, Afrique de l'Ouest.

La situation des deux jeunes filles est caractéristique du public de l'atelier : elles sont sans papiers, arrivées en France sous la contrainte (réseaux de prostitution, famille) ou en situation d'errance. L'une tente d'échapper à la prostitution, l'autre à la violence de son pays et à des contraintes familiales. L'atelier représente un véritable « cadeau du ciel » dans leur situation de

(5) La ville de Bourg-Saint-Andéol a reçu un prix pour l'entretien de ses jardins.

(6) Ex CAVA, Action d'Adaptation à la Vie Active.

(7) L'association s'occupe prioritairement de la réinsertion sociale et professionnelle des victimes de réseaux internationaux de prostitution, mais aussi de ceux qui connaissent des « galères diverses et variées ».

demandeuses d'asile, qui leur interdit toute activité professionnelle durant l'instruction du dossier. « L'Atelier nous permet d'être véritablement plongées dans le monde du travail : horaires, hiérarchie, tâches à réaliser, équipe, règles de vie ». Elles ressentent cette structure comme très souple : « elle tolère absentéismes et retards en fonction des problèmes de chacun ». Elle est reconnue pour ne pas mettre les stagiaires en situation d'échec, mais pour les inciter à la réintégration dans un cadre de vie structuré : « le travail qu'on fait ici est plus une manière de retourner à une vie sociale que professionnelle ». Les parcours des stagiaires sont singuliers, mais la démarche est commune : elle reste volontariste pour chacune, dans son désir de changement, dans sa soif de tourner la page par rapport au passé.

Le milieu de travail est ressenti comme neutre : « on n'est pas jugée, on se sent reconnue de tous, on oublie un peu ses problèmes ». Le vécu relationnel avec les autres stagiaires reste un peu délicat car l'atelier n'est pas considéré comme un lieu « occupationnel » où on vient parler de soi. Elles se sentent ainsi revalorisées : le travail, qu'il corresponde ou pas à leurs attentes, est apprécié par les responsabilités qui leur sont données dans la chaîne de production : « se faire confier des tâches est un moyen de retrouver confiance en soi, par le sentiment d'être capable... ». La structure a l'avantage de s'adapter aux différences et aux capacités de tous : « elle laisse la possibilité de travailler de manière autonome ou en groupe, assise derrière une machine ou en déplacement ». Un éducateur spécialisé est toujours présent dans l'atelier. Sa présence est perçue comme réconfortante dans les situations d'affrontement ou de crise entre des personnes qui se laissent submerger par leurs difficultés et explosent dans leur lieu de travail. Les relations avec les animateurs restent simples, car elles se limitent à de l'encadrement de travail et ne sont pas un suivi socio-éducatif et psychologique.

Force est de constater que, pour ces femmes, se retrouver dans cet atelier de travail est une manière de couper avec le milieu familial et « prostitutionnel », d'être sécurisées et de reprendre une certaine liberté dans leurs projets de vie. La possibilité de se former, d'apprendre la langue du pays d'accueil, d'apprendre à compter et à écrire des lettres... permet à ces femmes de se débrouiller et se responsabiliser dans la vie de tous les jours (payer ses factures, gérer un budget, démarcher dans le milieu institutionnel...).

Elles sont très humbles dans leur discours, admettent leur différence (faible qualification) et réalisent que, dans le contexte actuel de la précarité d'emploi, elles doivent s'armer de courage et surtout de volonté. Le fait de savoir qu'il existe dans leur vie une alternative à la prostitution et à leur milieu leur donne à nouveau cette envie de revivre dans la dignité.

Marie-Gabrielle Jeannette \*

\* *Chargée d'études à  
Economie & Humanisme*

(6) Ex CAVA, Action  
d'Adaptation à la Vie Active.

(7) L'association s'occupe  
prioritairement de la réinsertion  
sociale et professionnelle  
des victimes de réseaux  
internationaux de prostitution,  
mais aussi de ceux  
qui connaissent des « galères  
diverses et variées ».